



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

09-07-2015

RAPPORT au Bureau National du Parti Révolutionnaire - Communistes -

Le rapport est volontairement non exhaustif. Nous avons tenu notre congrès voici 15 jours. Je renvoie à l'analyse faite par Tonio Sanchez dans son rapport sur la situation nationale et internationale.

La question centrale posée à ce Bureau National est celle de la Grèce qui constitue une démarcation profonde entre les classes sociales et les divers Partis en Europe et en France.

Le référendum a obscurci la donne, les médias ont joué leur rôle pour que les questions essentielles ne soient pas soulevées. Beaucoup de médias ont présenté le débat entre tenants de l'UE (le OUI) et partisans de la sortie de l'euro (soi-disant le NON).

En réalité, quelle que soit la réponse OUI ou NON, la classe capitaliste grecque et notamment (les armateurs véritable oligarchie) avait laissé fuir ses capitaux et avec l'issue du référendum quelle qu'elle soit, était dans le gagnant/gagnant.

Le OUI signifiait l'austérité brutale, le NON une austérité à peine adoucie (Cf. le tableau comparatif du PAME où sur 13 mesures, 9 étaient communes) et plus échelonnée dans le temps. Le OUI et le NON tels que prônés par les responsables politiques se situaient dans l'insertion dans la politique de l'UE et bien sûr du capitalisme. L'objectif du gouvernement Tsipras était d'obtenir un rééchelonnement de la dette moyennant des mesures d'austérité.

Le référendum a donc constitué un piège et un leurre repris par les déclarations des divers partis politiques grecs et européens.

Seul le KKE, à contre-courant, a appelé à rejeter les deux formes d'austérité (les propositions de l'UE comme celles du gouvernement Tsipras), avec un double NON (les bulletins comptabilisés comme

« blancs » ont représenté 5 %). L'abstention touche près de la moitié de l'électorat mais avec une spécificité grecque, on est souvent inscrit dans sa ville natale, la crise et l'appauvrissement ne favorisent pas les déplacements.

Le référendum nécessite beaucoup d'explications politiques. Des travailleurs et syndicalistes ont cru que le NON incarnait une véritable alternative « à l'austérité ». Certains travailleurs grecs ont bien sûr exprimé avec le bulletin NON un refus de l'austérité

En France, on a vu des rassemblements célébrant la victoire du NON (à 61 %), des déclarations (PCF, Parti de gauche, NPA ...) chanter ni plus ni moins une victoire sur la « dictature de la finance », « une défaite pour les dirigeants de l'UE » voire un « tournant ».

Le FN, pour sa part, joue à fond la carte de la démagogie sociale et nationale et en saluant la victoire de Syriza, appelle le gouvernement grec à quitter l'euro... tout en soutenant le paiement de la dette ! Le grexit servant dans leur esprit de laboratoire pour valider les thèses du FN.

En donnant l'éclairage politique nécessaire, notre Parti doit se tourner vers ceux qui, de bonne foi, pensent que la victoire du NON signifie un changement favorable aux peuples en Europe. Ils risquent de déchanter rapidement mais ils doivent connaître auparavant nos explications.

Dès le lendemain du référendum, les manoeuvres politiciennes ont commencé en Grèce. Déjà tous les partis grecs (du OUI ou du NON) ont signé une plate-forme de négociations avec Bruxelles (à l'exception du KKE). L'Union nationale est en marche. Or parmi les partis, remis en selle avec cet accord, figurent les partis du capital traditionnels Pasok et Nouvelle démocratie qui en appliquant les memoranda ont paupérisé la majorité de la population grecque !

Nous allons voir les résultats de la réunion de l'euro et du sommet des chefs d'Etat de l'UE, analyser comment se positionne le gouvernement grec. **Mais tout indique qu'une nouvelle cure d'austérité drastique va se mettre en place. Le NON aura eu alors pour visée de refondre et d'élargir la majorité parlementaire et de faire entériner les exigences du capital monopoliste international et grec.**

Nous avons publié un communiqué sur l'analyse et les résultats du référendum qu'il faut diffuser largement dans les rangs des travailleurs.

1/ Sur les origines et la nature de la crise grecque

Les événements de Grèce sont l'occasion pour les divers partis du capital de se positionner déjà dans la pré-campagne des présidentielles. Les partis de droite développe une campagne quasi xénophobe sur le peuple grec accusé d'avoir eu des « privilèges », d'avoir une fonction

publique « pléthorique » et de vivre à crédit grâce aux « prêts » européens.

Sarkozy évoque le « coût » de la Grèce pour les français et considère que ce pays est sorti de fait de la zone euro. Juppé martèle la même position, Sarkozy opère alors un revirement et appelle à tout faire pour que la Grèce reste dans la zone euro ! Tous ces responsables se font le relais des dirigeants allemands.

La social-démocratie considère que la crise a son origine dans les erreurs passées des gouvernants grecs et appelle au ralliement de Tsipras à l'austérité pour que la Grèce demeure dans la zone euro !

Cette posture vaut à Hollande le soutien de tout le PS y compris les « frondeurs ».

Pour le FN, il s'agit de démontrer que les malheurs des Grecs ont leur origine dans l'abandon de la monnaie nationale et l'entrée dans l'euro. Mais le FN est traversée par une contradiction entre sa dénonciation de l'austérité et sa politique de réduction des dépenses sociales dans les communes qu'il gère, dans ses votes aux parlements français et européen qui appuient la politique du capital.

Pour la « gauche de la gauche » et Syriza, la crise a son origine dans les diktats de la Troïka (Commission européenne, FMI, banque centrale européenne), dans la politique hégémonique de Merkel, dans le néolibéralisme. C'est à dire une politique du capitalisme laissant entendre qu'une autre politique du capital est possible !

Vous remarquerez que tous ces Partis présentent un point commun, si tous ont des analyses différentes sur les origines de la crise grecque, tous finalement épargnent la responsabilité première du système capitaliste dans les souffrances du peuple grec et des autres peuples.

Et c'est là que notre Parti a un rôle important parce que lui seul est porteur de la dénonciation et de la lutte contre le capitalisme.

La crise en Grèce est survenue avec la montée de la crise mondiale du système d'exploitation grâce à la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Dès les années 90, a été conduite une dure politique d'austérité et ce bien avant l'entrée dans l'euro. Certaines particularités du capitalisme grec ont opéré également : zéro impôt des armateurs et de l'église orthodoxe, dépenses militaires très élevées (4 % du budget) notamment pour acheter du matériel de guerre français et allemand ; les Jeux olympiques qui ont renforcé la corruption.

La classe capitaliste grecque a alors fait appel aux crédits des banques françaises et allemandes qui ont vu là une manne gigantesque (intérêts de la dette).

Devant les craintes ensuite de ces banques notamment la Société générale et BNP-Paribas que l'État grec ne puisse rembourser ses

créances, les banques privées se sont tournées vers l'UE afin de « socialiser » les pertes ... de faire payer la dette par l'argent public et ont même reçu des aides d'État. Ces banques se sont renflouées plus que largement.

Il est faux de dire que les Grecs vivaient grâce à l'UE. Les « aides » de l'UE aux banques se sont accompagnées de divers programmes très durs d'austérité dont le peuple grec a fait les frais.

Sur 240 milliards d'aides des fonds, 40 ont été versés aux Grecs, le reste c'est pour les créanciers, c'est-à-dire les monopoles bancaires.

Les mesures de régression sociale généralisée ont entraîné la paupérisation massive des retraités, des jeunes, de la classe ouvrière et d'une partie des couches moyennes. (cf. les articles de notre parti sur la Grèce dans l'Hebdo).

L'UE et les multinationales préconisent d'aggraver cette austérité en liquidant les pré-retraites, en privatisant des secteurs publics, en portant la TVA à 23 % !

Mais tout indique que le gouvernement Tsipras cèdera moyennant un vague engagement sur l'allègement de la dette ou son étalement à 70 ans !

Il s'agit ainsi de faire payer la crise du capitalisme à ses seules victimes, les réformes/diktats vont aggraver le sort des couches populaires et épargner le capital grec qui a ses coffres-forts en Suisse et autres paradis fiscaux.

Preuve supplémentaire que cette politique a ses racines dans le mode de production capitaliste et pas seulement dans ses institutions ou monnaie. L'austérité est la règle obligatoire de fonctionnement dans toute l'UE. Y compris en Allemagne avec les lois Hartz qui ont totalement déréglementé les conditions de travail, appauvri la population (12, 5 millions de personnes sous le seuil de la pauvreté, soit 15,5 %. En France, la situation est comparable avec les aides annuelles diverses au capital qui se montent à 275 milliards, (montant proche de la dette totale de la Grèce accumulée en plusieurs décennies). Le pacte de responsabilité MEDEF/Hollande/CFDT et la loi Macron constituent de véritables régressions de civilisation.

Revenons à la Grèce, le mécontentement s'est manifesté avec ampleur : nombreuses grèves générales qui ont fait reculer les gouvernements sur certains points mais on est loin du compte.

Là aussi, le syndicalisme réformiste, de collaboration de classe accompagne les décisions des monopoles et des gouvernements.

Ce mécontentement a débouché sur une crise politique d'ampleur. Les partis Co gestionnaires du système capitaliste ont été rejetés : Nouvelle Démocratie et surtout le PASOK (PS). Le capital devait alors chercher la

relève politique : ce fut Syriza (Potami parti centriste n'ayant pas suffisamment convaincu l'électorat)).

La politique de Syriza

Les médias accréditent l'idée que Syriza incarnerait la « Gauche radicale ». Il faut cerner la nature de classe de la politique de Syriza.

Syriza est un parti à tendances, composé d'eurocommunistes, d'écologistes, de trotskistes, de maoïstes etc.

Parti de type social-démocrate, son « aile gauche » manie un langage plus « radical » ce qui permet à Syriza de ratisser large.

C'est un parti électoraliste (dont la solution est dans les urnes plus que dans les luttes).

Un parti qui a toujours été partisan de l'Union européenne et de l'euro, de sa réorientation « *sociale et démocratique* » de ce qu'il appelle la « *Maison commune européenne* ». Syriza fait même référence à Jean Monnet. Son succès a été rapide puisqu'il est passé en 10 ans de 4 à 36% des voix. Ce qui avec le système de bonus pour le parti arrivé le premier, l'a placé à la tête du gouvernement en alliance avec une frange de l'extrême -droite nationaliste ANEL.

Pourquoi ce succès ?

Syriza a comblé l'espace vide laissé par la social-démocratie du PASOK et a su récupérer le sentiment national blessé des Grecs. Syriza a fait ce que les révolutionnaires ne peuvent faire : détourner à son profit l'aspiration à un changement si possible rapide : sans appel aux luttes, par la délégation de pouvoir. « Votez pour nous, nous réglerons les problèmes ».

Syriza s'est livré à une campagne démagogique lors des dernières législatives avec sa promesse de « *rompre avec l'austérité, de sauver les emplois et les retraites* » ... tout cela en respectant le fonctionnement des lois économiques capitalistes et en s'inscrivant dans la négociation avec les instances impérialistes internationales.

De plus concernant la dette, Syriza a évolué toujours plus vers les positions de l'UE : en 2004 Syriza demandait l'annulation de la dette, puis le paiement d'une partie minoritaire de celle-ci, puis son échelonnement contre des « réformes » acceptables par Bruxelles !

Le KKE lui appelle aux luttes massives et d'ampleur contre l'austérité dans la perspective historique d'abattre le capitalisme avec la formulation de 4 exigences : pouvoir de la classe ouvrière et du peuple, socialisation des moyens de production et d'échange, annulation unilatérale de la dette, rupture avec l'UE/euro, conditions qui sont interconnectées.

Depuis 6 mois, aucune réforme populaire n'a été entreprise par le gouvernement de Tsipras. La même politique d'insertion dans les

missions de l'OTAN a été poursuivie, la nationalisation du port du Pirée n'a pas été maintenue contrairement aux engagements.

Au gouvernement, toutefois Tsipras a fait preuve de réelles capacités tactiques et manœuvrières, il a su flatter le patriotisme avec une intransigeance calculée dans les négociations ... pour faire tomber la responsabilité sur l'absence de changement sur les épaules de l'UE et de l'Allemagne.

Ces derniers opérant un chantage à la sortie de l'euro, ce qui montre à ceux qui suivent le sillage du FN, que c'est une « solution » qui ne dérange nullement les intérêts capitalistes puisque avec ou sans euro, c'est la classe ouvrière et le peuple qui feront les frais des mesures d'austérité !

Le référendum a constitué à cet égard une manœuvre habile de Syriza ... ouvrant la voie avec le NON à l'acceptation de mesures nouvelles d'austérité tant en rappelant l'attachement à l'UE et à l'euro.

Le maçon est maintenant au pied du mur et l'opinion peut basculer brutalement après les résultats des négociations qui tourneront le dos aux engagements électoraux de Tsipras.

Le réformisme une fois de plus montre l'écart total entre ses promesses électorales et la réalité de sa politique. La raison est simple, sans rupture avec le capitalisme national et international, il ne peut y avoir de changement véritable, conforme aux intérêts de la majorité de la population. Il faut renverser le vieux système d'exploitation par une révolution anticapitaliste par son contenu de classe, amenant la classe ouvrière et le peuple au pouvoir, socialiser les entreprises et banques. **Le socialisme est la seule alternative à la politique du capitalisme.**

La Grèce se dirige probablement vers une crise politique renforcée. Le désarroi et la colère vont toucher des franges d'électeurs déçus de Syriza.

Le KKE se bat pour une alternative révolutionnaire et sa capacité à défendre avant tout les intérêts des travailleurs s'est manifestée avec clarté mais les nazis d'Aube dorée peuvent récupérer une partie de ce mécontentement. Ils ont appelé à voter NON, exigent le retrait de l'euro et n'ont pas été associés à l'accord de tous les partis (sauf le KKE) sur les propositions à faire à Bruxelles.

Notre Parti va diffuser : sites, presse, tracts notre position après le référendum. **Nous réaffirmons notre solidarité à l'égard du peuple grec et du KKE dans cette période difficile.**

2/ Autres tâches du Parti

Il faut se tourner vers les secteurs en lutte et qui sont touchés par les mesures gouvernementales. A Paris comme à Athènes se conduit une

politique visant à détruire les conquêtes sociales obtenues par les luttes en 1936, 1945, 1968.

La santé : à Paris, il y a eu une forte mobilisation contre la suppression des 35 heures. Hirsch et le gouvernement ont légèrement reculé ou plutôt ont manœuvré. A la rentrée, les discussions vont reprendre. De nouvelles grèves sont possibles. Il faudra y être attentifs. La CNAM a fait des propositions pour économiser toujours plus sur la santé publique. Un article va sortir dans l'Hebdo.

Les Arrêts maladies pour cancer/diabète, lumbago sont revus à la baisse ; « dégager des marges financières sur les opérations cataracte », économiser sur les remboursements des médicaments, raccourcir les durées d'hospitalisation, telles sont les directives de la CNAM.

On invoque le déficit de la Sécurité sociale de 14,7 milliards qui serait comblé d'ailleurs avec ce que doit le patronat.

A mettre en relation avec les 10 milliards de Drahi pour racheter Bouygues (alors qu'il est endetté de 30 milliards).

Le Parti rédigera cet article sous l'angle des usagers, des patients pour montrer la nécessité et la défense de la santé publique, le soutien à la lutte et aux revendications des personnels dans l'optique d'un grand service nationalisé de la santé.

La Poste : la loi Macron vise à transformer le métier de facteur : cadastre, permis de conduire etc. La Poste accomplit des missions que les monopoles ne veulent plus assurer. Des grèves ont éclaté pour dire NON à la réorganisation des postes de travail.

Les restructurations dans les Télécoms menacent des milliers d'emplois. Cela montre la nécessité de notre combat la défense du service public et des statuts. Nous revendiquons un service public de la poste et des télécoms par la nationalisation sans indemnisation de tous les opérateurs privés, avec statut de la fonction publique pour tous les personnels avec gestion démocratique.

Cela ne peut s'opérer que par des luttes des personnels avec le soutien et la solidarité des usagers.

La SNCF : il y a continuité de la politique du démantèlement des activités SNCF avec la Fermeture de lignes régionales programmées mais la direction SNCF anticipe et achète des entreprises de covoiturage et d'autocars. Nous devons défendre le service public, nous opposer aux suppressions de postes programmés, les trains régionaux et de nuit menacés par la logique de rentabilité financière.

Éducation : comment vont réagir les personnels éducatifs, les parents sur la réforme des collèges ? ZA la rentrée, des luttes vont se poursuivre.

Notre Parti apportera son soutien aux paysans qui sont victimes de la concentration capitaliste ; un article va être publié dans l'hebdo.

Un mot sur la rentrée sociale. La CGT, FSU, Solidaires se sont rencontrés et ont adopté un projet d'appel pour le **8 octobre** : sur le nécessaire partage des richesses par une meilleure répartition.

Le but est d'associer les organisations de jeunesse et la porte ouverte reste ouverte à la CFDT; le Parti va rédiger un appel sur la nécessité des luttes pour se défendre et gagner en donnant une perspective à la colère et au mécontentement, en appelant à faire converger les luttes et grèves contre la politique du Medef et du gouvernement. Un article de Tonio sur la lutte victorieuse des cheminots en Allemagne montrera que seul la lutte paie !

Après la déclaration de 7 centrales et l'appel de solidarité avec la Grèce au nom des principes fondateurs de l'UE lancé par la CES, on voit combien la CFDT est aux avant-postes comme force d'accompagnement de la politique du capital exerçant une véritable hégémonie sur le mouvement syndical en France C'est en premier lieu aux militants de la CGT de contribuer à faire renaître le syndicalisme de classe dans les luttes et grèves pour satisfaire les revendications urgentes en rejetant la politique d'aménagement des réformes réactionnaires du gouvernement Valls.

Un mot sur les régionales : la campagne pour les partis du Capital a déjà commencé. Réforme des collectivités = grands dangers : elle va accentuer les inégalités territoriales, diminuer les aides de l'État, renforcer les aides publiques aux entreprises (TPE/PME) et opérer une accentuation de la désertification de certaines régions et le transfert des entreprises vers les régions les plus riches.

Sur toutes ces questions et aux régionales, nous aurons l'occasion de faire connaître les propositions de notre parti. Il faut continuer à diffuser l'Appel du congrès aux travailleurs. Conduire la bataille politique pour solliciter les candidats aux élections

Autre grande date : c'est notre **grande réunion nationale publique le 7 novembre à Paris.**

Chaque fédération doit établir un plan de venue à Paris. Dès que nous aurons confirmation du lieu – nous indiquerons la réunion sur nos tracts. Cette réunion publique sera un grand moment pour faire connaître les résultats du congrès d'unification Communistes/URCF, pour faire connaître notre programme général et nos axes d'interventions et de luttes dans les entreprises, les quartiers populaires et aux régionales.

JL Sallé